



ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



131^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Washington, D.C., E-U A, 27 septembre 2002

Point 5.1 de l'ordre du jour provisoire

CE131/2 (Fr.)

27 août 2002

ORIGINAL : ANGLAIS

RÈGLES FINANCIÈRES DE L'OPS

Projet de révision des règles financières

1. Introduction et contexte

Lors de la 130^e session, le Comité exécutif a recommandé la résolution CE130.R4 selon laquelle la 26^e Conférence sanitaire panaméricaine approuve le projet de révision du Règlement financier soumis par le Directeur. La Conférence a approuvé les modifications du Règlement financier (document CSP26/19) sans changement, durant sa session du mois de septembre 2002. Les modifications du Règlement financier sont complètes et sont en conformité avec le Règlement financier de l'Organisation mondiale de la Santé et avec les Normes comptables du Système des Nations Unies.

Les Règles financières de l'OPS, qui sont régies par le Règlement financier dont il découle, ont besoin d'être révisées étant donné qu'elles ne sont plus conformes au Règlement modifié.

Le paragraphe 16.3 du Règlement financier stipule que les Règles financières établies par le Directeur et les modifications apportées par le Directeur auxdites Règles seront confirmées par le Comité exécutif et communiquées à la Conférence ou au Conseil directeur pour leur information.

2. Situation actuelle

Étant donné les modifications apportées au Règlement financier, nous avons entrepris une révision complète des Règles financières existantes et nous avons proposé des modifications des Règles pour les rendre conformes au Règlement financier. Nous avons également examiné et analysé les changements récents que l'OMS a apportés à ses Règles financières et dans la mesure du possible, nous en avons tenu compte dans les

changements proposés. Les Annexes A et B de ce document résument et comparent les changements proposés pour chaque article avec les articles existants et l'Annexe C contient le projet de révision des Règles financières.

3. Mesure à prendre par le Comité exécutif

Si le Comité exécutif accepte la révision proposée des Règles financières, il peut envisager d'adopter une résolution en ces termes :

Projet de résolution

LA 131^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Ayant examiné la présentation du Directeur sur le projet de révision des Règles financières de l'Organisation panaméricaine de la Santé, figurant dans le document CE131/2; et

Notant que cette révision assurera la cohérence avec le Règlement financier de l'Organisation panaméricaine de la Santé, adopté par la 26^e Conférence sanitaire panaméricaine et une plus grande conformité avec les Règles financières actuelles de l'Organisation mondiale de la Santé,

DÉCIDE :

De confirmer les modifications demandées par le Directeur des Règles financières de l'Organisation panaméricaine de la Santé telles qu'elles apparaissent dans l'Annexe C du document CE131/2 et de transmettre les Règles financières révisées au 44^e Conseil directeur pour son information.

Annexes

ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ

Comparaison récapitulative des Règles financières en vigueur et des Règles proposées

Article I – Portée et délégation de pouvoirs

Cet article a été modifié pour tenir compte de l'importance accrue mise sur la responsabilité des officiels auxquels les pouvoirs ont été délégués par le Directeur.

Article II - Exercice

Pas de changement.

Article III - Budget

Cet article est modifié pour y inclure la terminologie révisée conformément au Règlement financier révisé.

Article IV – Crédits au titre du budget ordinaire

Cet article consolide les principes régissant l'octroi de crédits au titre du budget ordinaire. Les règles concernant la disponibilité des crédits, l'usage des crédits non engagés et des engagements non liquidés et les contributions des Membres ont été supprimées car des éléments relatifs à ces sujets sont inclus dans les Articles IV et VI du Règlement financier révisé. La responsabilité de l'octroi effectif des allocations a été déléguée au Chef de l'Administration.

Article V – Constitution des fonds

Cet article introduit des conditions spécifiques d'avances ou de financement pour l'octroi d'allocations pour des activités extrabudgétaires. Il précise que les règles existantes concernant les allocations et les engagements s'appliquent également aux fonds extrabudgétaires.

Article VI - Contributions

Pas de changement.

Article VII – Fonds de roulement

Changements éditoriaux uniquement.

Article VIII – Recettes diverses et autres recettes

Pas de changement.

Article IX - Fonds

Pas de changement.

Article X – Dépôt des fonds

Ces articles proviennent d'autres domaines et ont été reformulés dans un souci de clarté et d'élimination des redondances avec le Règlement financier en vigueur. Ils sont présentés ici pour inclure une référence au Règlement financier connexe.

Article XI – Placement des fonds

Un nouvel article a été ajouté pour introduire le Comité de placement des fonds et stipuler ses fonctions et ses responsabilités.

Article XII – Contrôle interne

Cet article précise que la responsabilité primaire du contrôle interne relève du Directeur plutôt que du Chef de l'Administration. Le langage concernant l'exception sur les avances a été changé de « pratiques commerciales habituelles » à « comme spécifié ailleurs dans ces Règles ». Les conditions de paiements anticipés (partiels et intégraux) sont indiquées. Les règles précédentes portant sur les dépôts de fonds dans des banques ou des institutions désignées à cet effet et les acomptes ont été éliminées en raison de leur redondance. L'approbation de l'octroi d'exceptions aux règles concernant les paiements anticipés, le pouvoir de déclarer un bien comme étant excédentaire, le pouvoir d'accorder des exceptions à des offres concurrentielles et l'acceptation d'offres autres que les plus basses ont été délégués au Chef de l'Administration.

Article XIII – Comptabilité et rapports financiers

Cet article consolide les règles de comptabilité, budget et trésorerie reflétant des méthodes modernes de comptabilité et les Normes comptables du Système des Nations Unies. Il ajoute un nouvel article qui couvre les unités qui entreprennent leur propre comptabilité. Il élimine des règles antérieures qui prévoyaient des listes détaillées des

états financiers périodiques et des comptes du Trésor qui sont répétitives par rapport aux conditions de la comptabilité et des normes de rapports à fournir du Système des Nations Unies. Il délègue le pouvoir d'enregistrer et de détruire des documents au Chef de l'Administration. Il précise que le Directeur est responsable de la soumission des rapports financiers et que la conformité est requise avec les normes comptables du Système des Nations Unies.

Article XIV – Vérification extérieure

Aucune modification proposée.

Article XV - Résolutions entraînant des dépenses

Aucune modification proposée.

Article XVI – Dispositions générales

Il n'y a pas de modification substantielle à signaler. Ces règles apparaissaient précédemment à l'Article I – *Portée et délégation de pouvoirs*.

ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ

Comparaison article par article des Règles financières en vigueur et des Règles proposées

<u>Existant</u>	<u>Proposé</u>	<u>Explication du changement</u>
<i>Portée et délégation de pouvoir</i>		
101.1	101.1	Révision.
101.2	101.3	Révision.
101.3	116.1	Révision et reclassement.
101.4	116.2	Révision, précision et reclassement.
101.5	101.2	Révision et précision.
101.6	101.4	Précision, incluant le fait que les délégations de pouvoirs se font par écrit et que les personnes auxquelles les pouvoirs sont délégués sont responsables des actions qu'elles prennent.
<i>Budget</i>		
102.1	103.1	Précision, dont la prise en compte de la terminologie révisée du Règlement financier révisé.
102.2	-	Regroupé avec 103.1 ci-dessous.
<i>Crédits</i>		
103.1	104.1	Regroupe les principes pour l'octroi des crédits au titre du budget ordinaire.
103.2	-	Compris dans l'Article IV du Règlement financier révisé.
103.3	-	" " "
103.4	-	" " "
103.5	-	" " " 6.9.
<i>Allocations</i>		
104.1		La condition que les demandes d'allocation doivent être soumises au Directeur a été supprimée.
104.2	104.2&8	Change la responsabilité des procédures et des octrois d'allocations du Directeur au Chef de l'Administration.
104.3	104.3	Introduit la condition spécifique que les engagements doivent être établis avant d'encourir les dépenses.

104.4	104.2	La responsabilité de l'octroi et des procédures des allocations passe du Directeur au Chef de l'Administration.
104.5	104.9	Révision.

<u>Existant</u>	<u>Proposé</u>	<u>Explication du changement</u>
------------------------	-----------------------	---

Engagements

105.1	104.5	Révision.
105.2	104.7	Révision.
105.3	104.8	Précision et révision.
105.4	104.5/6	Précision et révision.
105.5	104.8	Précision et révision.
105.6	104.8	Révision.
105.7	104.9	Révision.

Contrôle des dépenses

106.1	112.4	Précision et révision. Introduit également la condition que les paiements anticipés doivent être appuyés par une documentation justificative.
106.2		Supprimé. Pas nécessaire du fait que les paiements progressifs sont couverts par la notion du paiement partiel de 112.4.
106.3	112.3	Précision et révision.
.4		Supprimé. L'affectation des créances n'est pas jugée nécessaire.
106.5		Supprimé. Les dispositions pour les employés ne sont pas jugées nécessaires.

Avances de caisse

107.1	112.6	Révision et précision.
107.2	112.7	Révision et précision.

Avances

108.1-3	112.6	Ces paragraphes ont été simplifiés et résumés.
---------	-------	--

Gestion des fonds

109.1	112.2	Développé pour indiquer que le Chef de l'Administration est responsable des contrôles internes
109.2		Supprimé. Inutile. Répète Article X.
.3	110.2/112.2	Simplifié.
109.4	112.8	Révision et précision.
.5	111.2	Pas de modification proposée.
109.6	110.1	Révision et précision.

<u>Existant</u>	<u>Proposé</u>	<u>Explication du changement</u>
-----------------	----------------	----------------------------------

Les comptes

110.1	112.2	Révision et précision.
110.2-5	113.1	Regroupé et simplifié. Détails couverts par les normes des NU.
110.6/7	113.3	Regroupé et pouvoir de destruction de dossiers délégué au Chef de l'Administration.

Comptes généraux

111.1	113.5	Révision et précision.
-------	-------	------------------------

Comptes budgétaires

112.1	113.5	Révision et précision.
112.2	113.4	Révision.

Comptes de trésorerie

113.1		Supprimé. Inclus dans l'Article XIII.
-------	--	---------------------------------------

Etats financiers

114.1	113.6	Supprime la liste détaillée des états financiers car elle répète les normes comptables et de rapports à fournir des NU.
-------	-------	---

Propriété

115.1	112.9	Précision.
115.2	112.10	Pas de changement.
115.3	112.11	Pas de changement.
115.4	112.12	Autorise le Chef de l'Administration à déclarer les biens comme étant excédentaires au lieu du Directeur.
115.5	112.12	Regroupement.
115.6	112.13	Révision.
115.7	112.14	Révision.

Achats

116.1	112.16	Pas de changement.
116.2	112.15	Révision.
116.3	112.17	Autorise le Chef de l'Administration à faire une exception à l'adjudication de l'offre concurrentielle et de l'offre la plus basse plutôt que le Directeur.
116.4	112.18	

Existant **Proposé**

Explication du changement

Contrôle interne

117.1	112.2	Précision.
-------	-------	------------

Fonds de roulement

118.1	107.1	Précision.
118.2	107.2	Pas de changement.
118.3	107.3	Pas de changement.
118.4	107.4	Pas de changement.

FINANCIAL RULES OF THE PAN AMERICAN* HEALTH ORGANIZATION

Rule I - Applicability and Delegation of Authority

- 101.1 These Financial Rules are established in accordance with Financial Regulation 1.4.
- 101.2 The Director is responsible to the Pan American Sanitary Conference (hereinafter referred to as "Conference") or the Directing Council for the implementation of the Financial Rules in order to ensure effective financial administration, the exercise of economy and safeguard of the assets of the Organization.
- 101.3 These Rules apply uniformly to all sources of funds and all financial transactions of the Organization unless otherwise stated in these Rules.
- 101.4 Without prejudice to Financial Rule 101.2, the Director may delegate in writing, together with authorization for re-delegation to other officers of the Organization, such authority considered necessary by the Director for the implementation of these Rules including issuance of operational procedures. All designated officials shall be responsible and accountable to the Director for the exercise of any authority delegated to them.

Rule II - The Financial Period

(No Rules Established)

Rule III - The Budget

- 103.1 Biennial programs of work and budget proposals, and supplemental proposals if appropriate, reflecting all sources of funds and types of expenditure in such manner and at such times as may be required shall be consolidated and submitted by the Chief of Administration to the Director.

* Les Règles financières de l'OPS sont disponibles uniquement en version anglaise ou espagnole; ci-joint la version anglaise.

Rule IV - Regular Budget Appropriations

- 104.1 The appropriations approved by the Conference or Directing Council constitute an authority to issue allotments up to the amount voted to enable expenditures to be incurred for the purposes for which the appropriations were voted. The Director may determine the maximum amount of the appropriations that it would be prudent to make available for allotment taking into account the prospects for payment of assessed contributions and the available balance in the Working Capital Fund.
- 104.2 The Chief of Administration will ensure that allotments are issued in accordance with the amount set by the Director, the appropriation resolution and the policies of the Conference, Directing Council and the Executive Committee.
- 104.3 Allotments shall be issued in writing by the Chief of Administration to designated officials as authorization to incur expenditure.
- 104.4 Designated officials to whom allotments are issued are accountable to the Director for the correct use of the resources made available.
- 104.5 In order to incur expenditures, obligations must be established against allotments issued to designated officials.
- 104.6 Obligations may only be established by designated officials and must be supported by satisfactory documentation. All commitments or undertakings that create liabilities against the resources of the Organization must be represented by obligations that are established when the liability arises.
- 104.7 Obligations may be established only for the purpose indicated on the allotment and may not exceed the available amount in the allotment.
- 104.8 Proposals for expenditure, including procurement of goods and services, shall be rejected by the Chief of Administration if they do not comply with the Financial Regulations, these Rules and the following conditions:
- (a) funds are available
 - (b) the procedures of the Organization are being observed
 - (c) the financial situation of the Organization will not be prejudiced
 - (d) the purpose of the proposed expenditure is in the interests of the work of the Organization.
- 104.9 Revisions to an obligation shall be subject to the same procedures as the original obligation.

Rule V - Provision of Funds

- 105.1 In order to ensure that implementation of the regular budget is not prejudiced by the late receipt of Member States assessed contributions, the Director shall take into account the anticipated timing of receipt of assessed contributions and regular budget funding requirements.
- 105.2 In order for allotments to be issued for expenditures to be financed from sources other than the regular budget, advance deposits or other acceptable forms of financing must be available in amounts determined by the Chief of Administration and/or as specified in the agreement. These allotments will be administered in accordance with Rules 104.3 to 104.9 unless otherwise stated in these Rules.

Rule VI - Assessed Contributions

(No Rules Established)

Rule VII - Working Capital Fund

- 107.1 In addition to regular budget funding requirements, resources may be made available from the Working Capital Fund for unforeseen and extraordinary expenses.
- 107.2 The term "unforeseen expenses" means expenses arising from, or incidental to, the carrying out of a program in accord with the policies approved by the Conference or the Directing Council, which expenses were not foreseen when the estimates were made.
- 107.3 The term "extraordinary expenses" means expenses for items or objects outside the scope of the budget estimates, that is to say, outside the program on which the estimates were based.
- 107.4 The Chief of Administration shall be responsible for the preparation of information on the status of all commitments under the resolutions relating to unforeseen and extraordinary expenses to be submitted to the Executive Committee, and shall prepare the supplemental estimates required in connection therewith for submission to the Conference or Directing Council.

Rule VIII - Miscellaneous and Other Income

(No Rules Established)

Rule IX - Funds

(No Rules Established)

Rule X - Custody of Funds

- 110.1 Funds and securities in the custody of the Organization shall only be kept in banks and financial institutions designated by the Director or officials authorized by the Director.
- 110.2 The Chief of Administration shall be responsible for the management of all bank and financial institution accounts including investment and custody accounts.

Rule XI - Investment of Funds

- 111.1 Investment policies shall be drawn up in accordance with Financial Regulation 11.1. An Investment Committee, chaired by the Chief of Administration, shall assist the Director in formulating these investment policies. The Committee shall determine appropriate investment instruments and maturities, and shall monitor the performance of funds invested. In accordance with Regulation 10.2, the Committee may designate investment managers for the management of any or all of the funds in the custody of the Organization.
- 111.2 No interest will be payable on sums deposited with or retained by the Organization. Should any interest accrue on investments made on behalf of a third party, the amount of such interest will be paid only if so requested in advance and upon such conditions as may be agreed with the Director.

Rule XII - Internal Control

- 112.1 In order to ensure effective internal control within the Organization, in accordance with Financial Regulation XII, the Director shall establish measures, including (i) an internal audit mechanism, (ii) appropriate delegations of authority, (iii) segregation of duties and (iv) other measures that are consistent with best financial practice.
- 112.2 The Chief of Administration is responsible for establishing and maintaining an adequate internal control of the financial transactions and such other operations of

the Organization as may be determined by the Director. The financial controls include the management, receipt and disbursement of all funds of the Organization and proper accounting thereof.

Payments

- 112.3 Payments shall not be made in advance except as where otherwise specified in these Rules. Payments shall only be made on the basis of satisfactory supporting documents duly certified by designated officials confirming that in accordance with the terms of the contract, the amount is correct and services have been rendered or delivery has been completed.
- 112.4 Where operationally justified and only on an exceptional basis, contracts or purchase orders may be entered into which require partial payment in advance prior to the delivery of goods or performance of services. Such practice shall be fully documented.
- 112.5 In order for any contract or purchase order to be entered into requiring full payment in advance, the official requesting such terms shall provide full justification and demonstrate why such payment terms are necessary in the interest of the Organization. All such payment terms shall be subject to approval of the Chief of Administration.
- 112.6 Designated officials may authorize advances to staff members and other persons in connection with the execution of official duties for PAHO and staff entitlements.
- 112.7 Imprest account holders are accountable for all funds under their responsibility.
- 112.8 Panels of signatories shall be designated by officials authorized by the Director. All payments from the Organization's bank accounts shall be signed by two officials of the appropriate panels. Where deemed necessary, in exceptional circumstances, the officials authorized to designate panels of signatories, may authorize the signature of payments by one official only, provided that there are adequate safeguards for the protection of funds.

Property, including Equipment and Supplies

- 112.9 The acquisition of land and buildings, together with improvements thereto shall be capitalized in the accounts. Any other property other than real property acquired by purchase shall be charged as expenditure. Property acquired under

lease shall be capitalized or charged as expenditure in accordance with the terms of the relevant lease.

- 112.10 Property records containing full details will be maintained of all real property and non-expendable supplies and equipment, however acquired and from whatever source, with an acquisition cost over and above levels set by the Director.
- 112.11 An annual physical inventory shall be taken of all assets, supplies and materials in hand.
- 112.12 The Chief of Administration may declare property to be surplus if it is of no further use to the Organization and disposed of for the best possible return to the Organization including part-exchange, except when (i) the destruction will be more economical or is required by law or environmental considerations, or (ii) the best interest of the Organization will be served by disposal by gift or at nominal prices to a non-profit organization.
- 112.13 The proceeds from the sale of surplus property shall be credited to Miscellaneous Income except that, if an article is being replaced, the trade-in allowance or the proceeds from the sale of the replaced article shall serve to reduce the expenditure incurred in replacing the item.
- 112.14 Subject to the provisions of Financial Rule IV, goods and services may be provided to governments, specialized agencies, and other international organizations on a reimbursable or reciprocal basis on such terms and conditions as may be prescribed by the Director.

Procurement of Goods and Services

- 112.15 The Director shall establish policies and procedures for the purchase of property, services, supplies, equipment or other requirements and which shall set forth the requirements for invitation to tender and competitive bidding.
- 112.16 Contracts for the purchase of property, services, supplies, equipment or other requirements shall be entered into for and on behalf of the Organization only by duly authorized officials.
- 112.17 All purchases and other contracts shall be made on the basis of competitive bids, except when otherwise authorized by the Chief of Administration
- 112.18 Contracts are normally awarded to the lowest bidder. However, where it is considered to be in the interests of the Organization, the acceptance of a bid

other than the lowest, or the rejection of all bids may be authorized by the Chief of Administration.

Rule XIII - Accounts and Financial Reports

- 113.1 The accounts shall comprise a consolidated general ledger of the Organization and subsidiary ledgers which shall include all financial transactions of the financial period in which they occur. All periodic and other financial statements shall be prepared from these accounts.
- 113.2 Subject to Financial Rule 101.3, the Director shall determine those parts of the Organization that shall be authorized to maintain their own accounting records, and which shall be consolidated periodically into the accounts of the Organization.
- 113.3 All financial transactions and statements shall be supported by documentation to be retained as an integral part of the official records of the Organization for such period or periods as may be agreed with the External Auditor, after which, on the authority of the Chief of Administration, such records and documents may be destroyed
- 113.4 Obligations and expenditures shall be recorded in accordance with a uniform system of classification.
- 113.5 The accounts (as defined in Financial Rule 113.1 above) shall record:
- (a) original appropriations voted by the Conference or Directing Council;
 - (b) appropriations after modification by any transfers;
 - (c) credits, if any, other than appropriations made available by the Conference or Directing Council;
 - (d) income;
 - (e) allotments issued;
 - (f) expenditure (obligations) incurred;
 - (g) liabilities, including unliquidated obligations;
 - (h) assets, including cash, investments, securities and amounts due to the Organization;
 - (i) unallotted balances;
 - (j) unobligated balances of allotments;
 - (k) unobligated balances of appropriations.
- 113.6 The Director shall submit interim and final financial reports, taken from the accounts referred to in Financial Rule 113.1, to the Executive Committee for review and comment no later than 1 June following the period covered. The Executive Committee will subsequently forward such reports to the Conference or the Directing Council. The reports shall be prepared in accordance with the

United Nations System Accounting Standards, the Financial Regulations and these Rules and shall include such other information as may be necessary to indicate the financial position of the Organization.

- 113.7 Interim and final financial reports shall also disclose any ex-gratia payments and any losses of cash, supplies, equipment and other assets which have occurred during the period.

Rule XIV - External Audit

(No Rules Established)

Rule XV - Resolutions involving Expenditures

(No Rules Established)

Rule XVI - General Provisions

- 116.1 The Financial Rules established by the Director, and any amendments thereto, shall enter into force after confirmation by the Executive Committee.
- 116.2 In case of doubt as to the interpretation and application of any of the Financial Rules, the Director shall rule thereon.